

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société SOFRILOG  
de respecter les dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997  
pour son établissement situé à LILLE-LOMME**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n°2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1994 autorisant la société S.A. OGAN SOFRINO à étendre et exploiter un entrepôt frigorifique utilisant comme fluide frigorigène de l'ammoniac sur la commune de LOMME ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 5 février 2025 de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du 5 février 2025 et réceptionné le 5 février 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission susvisée ;

Considérant ce qui suit :

1. l'inspection des installations classées a constaté que des indicateurs de niveau magnétiques sont présents sur les réservoirs haute, moyenne et basse pression de l'installation de réfrigération à l'ammoniac ;
2. les indicateurs de niveau sur les réservoirs haute et moyenne pression sont défectueux et le niveau de liquide présent dans ces réservoirs n'est pas lisible ;
3. l'indicateur de niveau sur le réservoir basse pression est pris dans la glace et le niveau de liquide présent dans ce réservoir n'est pas lisible ;
4. l'article 50 de l'arrêté du 16 juillet 1997 précise que les capacités accumulatrices (réservoirs basse pression, moyenne pression et haute pression) doivent posséder un indicateur de niveau permettant d'en contrôler le contenu ;
5. les indicateurs de niveau présent ne permettent pas en l'état de contrôler le contenu des réservoirs ;
6. la société SOFRILOG ne respecte donc pas les dispositions de l'article 50 de l'arrêté susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société SOFRILOG ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 58 avenue Pierre Berthelot 14000 CAEN, est mise en demeure pour son site situé 10 bis, rue de l'Europe à 59160 LOMME :

- de respecter dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé qui précisent :  
« Les capacités accumulatrices (réservoirs basse pression, moyenne pression, haute pression) doivent posséder un indicateur de niveau permettant d'en contrôler le contenu. »

Soit en procédant à la réparation des indicateurs de niveau, soit en procédant à leur remplacement.

### Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;

- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de LOMME ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LOMME et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **15 AVR. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

